



Organisation Non Gouvernementale ayant Statut spécial à l'ECOSOC aux Nations Unies, membre observateur à la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples (CADHP) de l'Union Africaine et à l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF).

21^{ème} session du Conseil des droits de l'homme

19 Septembre 2012

EPU : Equateur

Intervenant : Kilic Salih

Madame la Présidente,

La RADDHO souhaite la bienvenue à la délégation équatorienne et a pris note de l'engagement du pays en faveur de la promotion et protection des droits de l'homme.

Les mesures prises par l'équateur en vue d'améliorer la situation des droits de l'homme à travers l'adoption de la nouvelle constitution et l'ouverture du pays au titulaire de mandat aux titres des procédures spéciales ainsi que l'élaboration d'une stratégie d'éradication de la pauvreté constituent des signes forts pour le pays en matière d'acquis pour la construction d'une société démocratique et libre fondée sur le respect des droits humains.

Cependant notre organisation reste préoccupée par les violences faite aux femmes au sein de la société équatorienne ainsi que par l'exploitation des enfants dans les mines et dans les plantations. Nous souhaitons que les autorités prendront les dispositions pour éliminer ces pratiques conformément à ses engagements relatifs à la Convention de l'OIT sur la protection et le travail des enfants. Un effort doit être fourni également en vue de créer un environnement favorable à l'émergence d'une société civile libre et une presse plus indépendante.

Par ailleurs, la RADDHO s'inquiète énormément de l'augmentation des actes d'intimidations à l'encontre des défenseurs des droits humains et des journalistes au cours de ces dernières années dans le pays.

Pour finir, nous exhortons les autorités à lutter contre la corruption dans le système judiciaire et promouvoir la sensibilisation et l'éducation aux droits de l'homme afin d'éradiquer systématiquement la discrimination à l'égard des peuples autochtones, des Afro-Equatoriens et des représentant du peuple Montubio.

L'adoption d'une meilleure politique inclusive de l'ensemble des différentes couches sociales dans la vie économique et politique est la seule voie possible pour consolider la cohésion nationale.

Je vous remercie.